Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerische Geschichte = Revue d'histoire suisse
Band: 14 (1934)
Heft: 3

Buchbesprechung

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Besprechungen. — Comptes-rendus.

Jahresberichte für deutsche Geschichte. 7. Jahrgang 1931. Unter redaktioneller Mitarbeit von Victor Loewe † und Paul Sattler herausgegeben von Albert Brackmann und Fritz Hartung. XIV und 626 Seiten. Leipzig 1934.

LOTHAR GROSS, *Die Geschichte der deutschen Reichshofkanzlei von 1559 bis 1806.* (Inventare österreichischer staatlicher Archive V: Inventare des Wiener Haus-, Hof- und Staatsarchives.) XI und 498 Seiten. Wien 1933.

Als unentbehrliches Nachschlagewerk sind wiederum rechtzeitig die Jahresberichte für deutsche Geschichte erschienen. Die Redaktion hat durch den Tod von Staatsarchivrat Dr. Victor Loewe einen schweren Verlust erlitten. Nachfolger wurde Dr. Paul Sattler, bisheriger Mitarbeiter des Unternehmens und Bibliothekar an der Preußischen Staatsbibliothek. Die Anlage des Bandes ist im ganzen gleich geblieben; sie hat sich ja auch durchaus bewährt. Wiederum ist zu betonen, daß die Erstellung der Forschungsberichte durch mehr als 60 Mitarbeiter eine bedeutende organisatorische Leistung darstellt.

Unter den im Jahre 1913 vom Wiener Haus-, Hof- und Staatsarchiv in Aussicht genommenen Publikationen dieses Institutes war als dritte Gruppe die Veröffentlichung zwangloser Monographien geplant. Lothar Gross, der 1930 die Reichsregisterbücher Kaiser Karls V. herausgab (siehe diese Zeitschrift 1930, S. 391), hat nun eine Geschichte der deutschen Reichshofkanzlei von 1559 bis 1806 geschrieben, die den genauesten Einblick in die Tätigkeit dieser weitverzweigten Behörde gibt. Neben der äußern Organisation ist vor allem auch die innere Geschichte der Reichskanzlei dargestellt. Wir erfahren, wie die Behörde wirklich funktioniert hat. Kanzleiordnungen, äußere und innere Merkmale der Schriftstücke, die Handschriften der Referenten und Kanzleibeamten sind untersucht, der Lebensgang und die sonstige Stellung wenigstens der wichtigeren Beamten sind klargestellt. Der Beginn des Werkes ergibt sich aus der Tatsache, daß das Jahr 1559 eine neue Ära in der Geschichte der Kanzlei einleitete. Das Jahr 1806 war als Abschluß auch für diesen Zweig der alten deutschen Reichsverwaltung gegeben. Das Buch ist nach folgenden Gesichtspunkten gruppiert: I. Allgemeine Entwicklung der Reichskanzlei 1559—1806. II. Die Beamtenschaft, ihre Pflichten und Rechte. III. Der Geschäftsgang. IV. Das

Reichstaxamt. V. Das Archiv der Reichshofkanzlei. VI. Biographische Daten und Betätigung der einzelnen Beamten. Beamtenlisten, Personen- und Sachregister vervollständigen diesen wertvollen Band. Mit diesem Werke hat Lothar Gross einen grundlegenden und abschließenden Beitrag zu dem jüngsten Zweige der historischen Hilfswissenschaften, zur Aktenkunde, geliefert, den alle, die in diesem Bereich arbeiten, aufs dankbarste begrüßen.

Zürich. Anton Largiadèr.

Dr. Joseph Jordan, *A travers les siècles*. Tome I: *De l'Antiquité à la Révolution française*. (Collection d'enseignement pratique.) Fribourg 1933, Fragnière frères, éditeurs. 500 p. in-8°.

Tous ceux qui sont appelés à enseigner l'histoire à des jeunes savent combien il est difficile de trouver un manuel qui donne pleine satisfaction au maître et aux élèves, qui soit à la fois attrayant et complet, équilibré dans ses parties, impartial et bien rédigé. Rares sont les manuels suisses qui remplissent ces conditions. A cet égard, notre pays, et particulièrement la Suisse romande, est tributaire de l'étranger. Aussi faut-il féliciter M. Jordan d'avoir voulu combler cette lacune par son ouvrage intitulé: « A travers les siècles », dont paraît aujourd'hui le premier volume, consacré à la période qui s'étend de l'Antiquité à la Révolution française.

Dans la préface, l'auteur expose son but, qui est d'éveiller chez les jeunes le goût de l'histoire, de les conduire au long d'un voyage à travers le monde historique, de leur donner une vue générale de l'histoire universelle. Mais ici, l'idée originale est d'avoir entremêlé de manière constante et très adroite les faits particuliers de l'histoire suisse aux grands événements de l'histoire européenne, de faire fréquemment le point quant à la situation de la Confédération suisse. C'est ce qui donne pour nous à ce manuel un intérêt supérieur à celui des ouvrages français, même très bien conçus.

L'ouvrage de M. Jordan présente de réels mérites: typographie claire, variée; introduction intéressante; développements d'histoire économique abondants et suggestifs; forme condensée mettant en évidence les grandes lignes de l'histoire; reproductions de cartes nombreuses et bien choisies. Il a l'avantage de donner sous une forme réduite, en un volume facile à manier, un aperçu complet d'une vaste période. L'histoire ancienne est résumée rapidement: l'auteur lui réserve 88 pages sur 500 que comprend le premier volume seulement de son ouvrage. La proportion est donc délibérément et largement établie en faveur des périodes moderne et surtout contemporaine.

Quant au contenu même de son manuel, M. Jordan me permettra de formuler quelques remarques portant sur des points spéciaux. Il est juste de dire que c'est précisément dans ce domaine du détail qu'est la part laissée à chaque maître, qui élaguera ou complétera à son gré. Les chapitres relatifs aux origines des Grecs, à la guerre de Troie, aux débuts de l'histoire romaine auraient gagné à être traités davantage selon les données des

historiens modernes (Homo, Piganiol), et moins selon les légendes. Une carte du monde oriental antique eût été la bienvenue. Les invasions barbares sont indiquées comme seule cause de ruine de l'empire romain, aucune cause interne de désagrégation n'étant mentionnée. Mérovée, cité comme ancêtre des souverains francs, est tout à fait légendaire et ne mérite guère d'être nommé qu'à titre étymologique. L'énumération des droits féodaux n'est pas tout à fait complète. L'auteur cite des noms parfois très particuliers et vraiment peu connus: ceux par exemple de l'astronome athénien Méton ou d'Anne de Xainctonge, fondatrice des Ursulines en France; n'aurait-il pas été plus indiqué de donner ceux des écoles antiques de philosophie: stoïciens, épicuriens, etc., dans le chapitre de la civilisation grecque, qui nous paraît un peu sacrifié?

Le règne d'Elisabeth d'Angleterre, si grand au point de vue politique et économique, nous semble traité dans des proportions peu équilibrées; la politique religieuse en fait presque tout l'objet dans la page que M. Jordan lui consacre. Faut-il voir là l'effet d'une antipathie personnelle de l'auteur à l'égard de cette souveraine? Cette question nous amène à formuler la plus grave de nos réserves au sujet de l'ouvrage: M. Jordan ne nous en voudra pas de lui déclarer que son manuel serait d'un emploi très difficile dans des milieux scolaires protestants ou même strictement laïques, parce qu'il manque d'impartialité dans l'étude des questions confessionnelles. Ses jugements sur les chefs de la Réforme ou les souverains réformés sont exprimés en termes dépréciatifs ou pleins de restrictions, tandis qu'il réserve invariablement les épithètes laudatives aux champions du catholicisme. Les chapitres relatifs à ce sujet toujours délicat abondent en affirmations téméraires dont la preuve reste encore à faire: en tous pays, la Réforme a été imposée par contrainte; elle a renforcé l'absolutisme des gouvernements (que dire des monarchies de Charles-Quint et de Philippe II!). La Réforme, selon M. Jordan, n'a eu guère que des conséquences déplorables: anarchie, guerres civiles, accroissement du paupérisme, abus du système capitaliste, dégénérescence du sentiment religieux. Aucun de ses bons effets n'est souligné. Dans l'histoire de la Réforme genevoise, il faudrait au moins indiquer la date du 21 mai 1536, date du plébiscite de réformation. Quant aux hommes d'Etat suisses du XVIe siècle qui ont exercé une action politique digne d'être signalée, M. Jordan ne les distingue que dans les rangs de ses coreligionnaires; n'y a-t-il pas là de l'injustice à l'égard d'un Michel Roset, ou d'autres encore? Enfin, faut-il voir une définition du protestantisme dans ces quelques lignes de la page 347: « Depuis quatre siècles, le christianisme des protestants a subi une évolution telle que ses fondateurs auraient de la peine à reconnaître leur oeuvre. Au XVIIIe siècle, le libre examen a donné naissance au rationalisme, système philosophique qui n'admet que les données de la raison et, par conséquent, rejette les vérités d'ordre surnaturel. Au rationalisme s'est ajouté un vague sentiment religieux et philosophique au point que le protestantisme, qui a tant annoncé le salut

par la foi seule, quelles que soient les oeuvres, en est venu à prêcher ardemment le salut par les oeuvres seules, quelle que soit la foi ». Nous voulons croire que l'auteur ne se satisfait pas de formules si simplistes et si propres à engendrer l'erreur.

Telles sont les réflexions que nous a suggérées la lecture de l'ouvrage de M. Jordan. Encore une fois, on peut lui être reconnaissant de la tentative intéressante qu'il a faite et réussie dans une grande mesure. Il est vrai d'ailleurs que c'est à l'usage qu'un manuel révèle sa valeur de manière concluante. Nous formons le voeu que M. Jordan fasse sur ce point des expériences qui lui donnent satisfaction.

Genève. Marguerite Maire.

Das Pfarr-Archiv von W. Schnyder. *Die Pfarr-Chronik* von P. Diebolder. Praktische Anleitungen. Luzern, Verlag Räber & Cie. Geheftet Fr. 1.50.

Wenn unsere Zeit dem Archivwesen wieder vermehrte Aufmerksamkeit schenkt, so erfüllt sie damit eine wichtige Pflicht gegenüber den Ahnen, gegenüber der heutigen Generation wie unseren Nachkommen. Die von Kanonikus W. Schnyder gebotene Anleitung, hervorgegangen aus Aufsätzen, die in der Schweiz. Kirchenzeitung veröffentlicht wurden, ist für die Ordnung und Registrierung von katholischen Pfarrarchiven von großem Nutzen. Es wird ein brauchbares und praktisches Schema geboten, das nach Belieben erweitert oder gekürzt werden kann. Die anschließende Arbeit P. Diebolders, eines tüchtigen Historikers, befaßt sich mit der Anlegung einer Pfarr-Chronik, sowohl in Form einer Kirchengeschichte wie einer fortwährend nachzuführenden Chronik unserer Zeit. Solche Pfarrchroniken würden damit eine willkommene Ergänzung der sog. Dorfchroniken bilden, die heute vielerorts geführt werden. Durch praktische Fragenstellung wird dem die Vergangenheit erforschenden Pfarrherrn die Arbeit wesentlich erleichtert. Auch protestantische Geistliche können manche Anregung daraus schöpfen.

Seengen. R. Bosch.

Dr. Ilse Roloff, *Meister Eckeharts Schriften zur Gesellschaftsphilosophie.* 20. Band « Die Herdflamme. Sammlung der gesellschaftswissenschaftlichen Grundwerke aller Zeiten und Völker. Herausgegeben von Dr. Otmar Spann ». Verlag von Gustav Fischer, Jena, 1934. 336 S. Brosch. RM. 9.—, geb. RM. 10.50.

Der Zentralbegriff « Abgeschiedenheit », auf dem Meister Eckehart sein « System » aufbaut, dürfte den Ruf der wesenhaften Gesellschaftsfeindlichkeit, der auf der Mystik lastet, nur bestärken. Eine sorgfältige Abtastung des gesamten Schrifttums Eckeharts nach irgendwelchem sozialen Gedankengut hat daher wissenschaftliche Berechtigung. Der Ertrag ist allerdings dürftig genug, aber aus dem begrenzten Interessenkreis des Mystikers begreiflich, dessen ausschließliches Thema die religiös-übernatürliche Frage

der Beziehung der Einzelseele zu Gott ist. Immerhin reichen die Textstellen zum unanfechtbaren Schlusse hin, daß weder das Wesen der Mystik noch die persönliche Haltung Eckeharts irgendwie als asozial gebrandmarkt werden dürfen. Für den Kenner der Mystik kein überraschendes Resultat: Scholastik und Mystik standen zu keiner Zeit im Verhältnis des Gegensatzes, sondern der sinngemäßen Ergänzung. So liest man denn auch bei Eckehart den bekannten Satz der Scholastiker: « Wan got ist niht ein zerstoerer der nâtûre, mêr: er vollebringet si. » Auch der Mystiker stand restlos zum Gebote Christi: « Gebet dem Cäsar, was des Cäsars, und Gott, was Gottes ist. »

Eine schärfere Betonung der genannten Grenzen des Problemkreises der Mystik hätte der Textanalyse besser vorgearbeitet. Bei Eckehart kommt hinzu, daß das Publikum seiner Predigten meist fromme Seelen, namentlich Klosterfrauen waren. Daher wäre es zweckdienlich gewesen, wenn die geistige Einstellung auf die konkrete Zuhörerschaft bei jeder Predigt namhaft gemacht worden wäre. Auf jeden Fall dürfen wir von Eckehart keine systematische Gesellschafts- und Staatsphilosophie erwarten. Seine wenigen Bemerkungen machen den Eindruck, daß er einfach die bestehende Ordnung unproblematisch hingenommen habe. In diesem Sinne muß die Begegnung mit Eckehart in der Sammlung der « gesellschaftswissenschaftlichen Grundwerke » der Menschheit überraschen. Doch darf man auch nicht übersehen, daß erst ein kleiner Teil seiner Schriften bekannt, ein kleinerer veröffentlicht ist, so daß weitere Funde, sicher keine Abweichungen, wohl aber Ergänzungen bringen dürften. Nur ungern mißt man übrigens eine genaue Übersicht über seine bisher bekannten Schriften. Aber auch das muß bemerkt werden, daß die Verfasserin den Begriff « Gesellschaft » durch Einschränkung auf den Staat viel enger faßt als die mittelalterliche Philosophie. So fällt die unvollkommene Gesellschaft der Familie, ebenso die vollkommene übernatürliche Gesellschaft der Kirche völlig außer Betracht. Die Herkunft der Verf. von Otmar Spann läßt verstehen, daß manche den Scholastikern geläufige Begriffe, z. B. der analogia entis, wenig konzis gefaßt sind.

Es wäre jedoch grundverfehlt, wollte man aus diesen Aussetzungen den Schluß ziehen, es handle sich bei der vorliegenden Studie um einen beliebten Essai des bekannten Mode-Literatentums über Mystik und Mystiker. Die solid wissenschaftliche Arbeitsmethode, die aus sorgfältigem, ja liebevollem Einfühlungsstreben die so lang verschollene Welt Eckeharts unserer Zeit zu erschließen trachtet, verdient volle Anerkennung. Die beigegebenen Texte, die den Hauptraum der Schrift ausfüllen, führen über das unmittelbar soziologische Gedankengut hinaus in das Charakteristische der Eckehartschen Geisteswelt überhaupt. Wenn die Verfasserin in Anlehnung an Karrers Eckehart-Darstellungen von « gefälschten Sätzen » spricht, die von der Kirche verurteilt worden sind, so muß darauf hingewiesen werden, daß Karrer bei der zünftigen Forschung wenig Zustimmung und auch in seiner Darstellung von Eckeharts Lehrsystem weitgehende Ablehnung gefunden hat.

Ich verweise hier auf Grabmann (Divus Thomas 5, S. 74 ff., 201 ff.) und Dr. Koch (Theologische Revue 1927, Nr. 11, S. 414 ff. und 1928, Nr. 1, S. 26 ff.).

Einsiedeln. P. Otmar Scheiwiller, O. S. B.

Dr. jur. Karl Siegfried Bader, *Der schwäbische Untergang*. Studien zum Grenzrecht und Grenzprozeß im Mittelalter (Freiburger rechtsgeschichtliche Abhandlungen, IV.). Freiburg i. B. 1933, Jos. Waibel. 115 S. RM. 6.—.

Der Verfasser dieser gelehrten und aufschlußreichen Schrift teilt mit, daß er deswegen dazu kam, den « Untergang », d. h. die Grenzfestsetzung näher zu untersuchen, weil er sich schon in seiner frühern Arbeit über « Das Schiedsverfahren in Schwaben vom 12. bis zum ausgehenden 16. Jahrhundert » (Freiburger juristische Diss. 1929) damit eingehend zu befassen hatte; Theodor Knapp habe schon früher den Untergang als Abart des Schiedsverfahrens erklärt und Hermann Krause (Die geschichtliche Entwicklung des Schiedsgerichtswesens in Deutschland 1930) habe nachher die Vermutung ausgesprochen, daß im ausgehenden Mittelalter gerade nachbarrechtliche Streitigkeiten und Grenzprozesse vorwiegend schiedsrichterlich erledigt worden seien; nun habe seine eigene Überprüfung im wesentlichen ergeben, daß der Ursprung des Untergangs kein schiedsrichterlicher sei, daß aber die Gestaltung des Verfahrens im ausgehenden Mittelalter nahe Verwandschaft mit dem Schiedsverfahren zeige. Für die Rechtsgeschichte des Kantons Bern bin ich zu ähnlichen Ergebnissen gekommen (m. Grundzüge III, S. 332 und 316—319), obwohl im heute bernischen Rechtsgebiet von einer besonderen Ausgestaltung des « Untergangsverfahrens » kaum gesprochen werden kann. Mit dem Hauptergebnis Baders und mit seiner eingehenden Darstellung aller mit dem Untergange zusammenhängenden Fragen kann ich mich deshalb aus eigener Überzeugung einverstanden erklären; ebenso mit der Kritik an den bezüglichen Ausführungen Karl Rübels (Die Franken, ihr Eroberungs- und Siedlungssystem im deutschen Volkslande 1904). Es ist überhaupt erfreulich, wie Bader es vermeidet, in allzu schematische Einteilungen zu verfallen: Er hat sicher recht, wenn er es ablehnt, in den Gebieten germanischer Siedelung für die ältere Zeit nur natürliche Grenzmale anzunehmen; künstliche Marksetzungen gab es gewiß, seit es Bewohner gab, die ihre Rechte auf Grund und Boden voneinander scheiden wollten. Andrerseits leuchtet der deutliche Unterschied ohne weiteres ein, den er macht zwischen der regelmäßigen Marchbegehung, dem « Umgang » zum Zweck der Grenzsicherung, der öffentlichen Kenntnis vom Verlauf der Marchen einerseits und dem « Untergang » bei streitiger Grenze.

Nur in Einzelheiten kann ich dem Verfasser nicht zustimmen. Bader bezeichnet es als unzweifelhaft, daß nach der wichtigen Stelle der Lex Alamannorum, die von dem Grenzstreit zweier genealogiae spricht (Mon.

Germ. Leges cap. 81/84), « die Gesamtheit der beiden streitführenden genealogiae auch die Spruchinstanz ist, die den Grenzstreit entscheidet » (S. 53) und daß « der Zweikampf, der schließlich entscheidet, offenbar vor der versammelten Gemeinde stattfindet » (ähnlich auf S. 55). Die Lex Alamann. unterscheidet deutlich zwei Teile im Grenzstreit: Im ersten bezeichnen die Vertreter der beiden genealogiae die Mark, die sie beanspruchen und der anwesende Graf (comes) stellt die beidseitigen Ansprüche an Ort und Stelle genau fest durch Begehung des Ortes (girent ipsam contentionem); aus dem streitigen Boden wird sodann in Gegenwart des Grafen eine Erdscholle genommen (quod Alamanni « zurf » dicunt) und mit Zweigen der dort befindlichen Bäume besteckt; die Widersacher gemeinsam in Gegenwart des Grafen heben die Scholle auf und übergeben sie ihm. Der Graf hüllt sie in ein Tuch und versiegelt sie (ponat sigillum) und übergibt sie einem Treuhänder bis zum festgesetzten Gerichtstag (usque ad statutum placitum). Mit dieser genauen Umschreibung des Streitgegenstandes und der Entnahme eines Wahrzeichens ist der erste Teil des Verfahrens, der sich auf dem streitigen Grundstück abspielt, abgeschlossen. Der zweite Teil ist das Verfahren vor dem Grafengericht, dem placitum: Dort sollen die Widersacher, die sich nicht versöhnen, einen Zweikampf bestehen. Die Erdscholle, welche das streitige Land verkörpert, wird mitten auf den Kampfplatz gelegt; die beiden Kämpfer berühren sie mit ihren Waffen, rufen Gott um Sieg für ihre gerechte Sache an und kämpfen. Der Sieger erringt den Besitz des streitigen Landes für seine Sippe; die unterliegende Sippe zahlt Buße. Niemand als der Graf kann danach dazu berufen sein, zu verkünden, wer gesiegt habe und wer unterlegen sei. In dieser Verkündung (nach dem Urteil seiner Gerichtssässen und des Umstandes) aber lag die richterliche Tätigkeit. Es geht unbedingt nicht an, die « Nachbarschaft in ihrer Gesamtheit nicht Zeugen, sondern Richter » zu nennen (so auch S. 56 und 58 usw.) Die benachbarten Widersacher konnten einander befehden, sie konnten sich gütlich verständigen, aber eine richterliche Gewalt konnten sie nicht übereinander ausüben.

Von dem gleichen Irrtum ausgehend, legt Bader auch das Capitular von 816 (Mon. Germ. Cap. I, 268, Zeilen 14 ff.) unrichtig aus; liest man jene Stelle im Zusammenhang, so ergibt sich ohne jeden Zweifel, daß Dopsch, den Bader zitiert, richtig verstanden hat: Nicht die « testes » richteten, sondern Graf und Gerichtsbeisässen (comes et judices), vor welchen die Zeugen gehört, bezw. der Zweikampf veranstaltet wurde (vgl. Mon. Germ. Cap. I, 268, Zeile 26) und wenn es im Capitular heißt, « die Zeugen sollen jedoch nur aus der Grafschaft, worin die Streitsache gelegen ist, herbeigerufen werden, weil es nicht glaubhaft ist, daß durch andere Leute, als die Nachbarn, besser die Wahrheit über die Grundbesitzverhältnisse zu erfahren ist », so sind die Nachbarn eben Zeugen, die einvernommen werden und das Gericht ist es, welches « per illos qui vicini sunt », die Wahrheit erfahren und feststellen soll. Dem entspricht denn auch das

Verfahren in den von Bader selber auf S. 56 in N. 31 und S. 74, N. 112 erwähnten Fällen. Also strenge Scheidung zwischen dem Bericht der Nachbarn, deren « Kundschaft » das Gericht entgegennimmt, und dem Urteil, welches das Gericht je nach dem Inhalt der Kundschaft fällt (vgl. meine Grundzüge der bernischen Rechtsgeschichte, III, S. 332 und 365).

Es ist ganz richtig, wenn der Verfasser (S. 58) bemerkt, im mittelalterlichen Untergang habe der Zuzug Unbeteiligter zum Untergang wohl mehr Grenzsicherung, als Erweiterung der Spruchbehörde bezweckt. Die Stelle aus Merz' Stadtrechtsquellen von Zofingen, S. 135, die er dazu beizieht, zeigt nur, daß viel Volks « bei dem undergang gewesen », den die Vertreter der Grundherren vornahmen, deren Gebiet aneinanderstieß. « Untergänger » waren also die beiden Grenznachbarn (vgl. auch a. a. O. 136, Zeilen 22 ff.). Soviel mir bekannt ist, kann aus den schweizerischen alamannischen Rechtsquellen überhaupt nicht aus dem Gebrauch des Wortes « undergang » auf die Anwendung eines besonderen Verfahrens geschlossen werden. « Undergang » hieß einfach und farblos Grenzbegehung (« under » im Sinn von « zwischen »); wer die Grenze beging, blieb dabei unentschieden; vielleicht der eine Nachbar allein, vielleicht beide zusammen, vielleicht ihre beidseitigen Freunde oder endlich das Gericht oder eine Abordnung desselben. So auch A. Frey in der Festschrift für Walther Merz (1928), S. 223.

Sobald der Verfasser dazu gelangt war, die Aufgabe der Untergänger « in erster Linie (als) eine richterliche » (. 64) anzusprechen, so stellte sich die Frage, woher denn diese richterliche Gewalt stamme. Von seinem Standpunkt aus antwortet Bader folgerichtig: « Die Erledigung der Grenzstreitigkeiten lag in der ältern Zeit durchweg in der Hand der dörflichen Verbände. Ursprünglich in ihrer Gesamtheit richtend, entsenden sie in späterer Zeit Abgeordnete als Abmarkungsrichter » (S. 58). Die Strafbefugnis (« niedere Strafgewalt ») der Untergänger « entspringt dem der Dorfgemeinde zustehenden Zwing- und Bannrecht, ist ein Ausfluß der dörflichen Einung » (S. 65, ähnlich S. 30, 42, 66 ff., mit Noten 92). An Hand der schweizerischen Verhältnisse halte ich diese Konstruktion auch für die schwäbischen Verhältnisse nicht für wahrscheinlich, sondern für irrig. Der Irrtum kommt von einer unscharfen Erfassung der Begriffe «Twing und Bann » (vgl. N. 92 auf S. 68). Das mittelhochdeutsche « twinc = Zwing » hängt sprachlich unzweifelhaft mit dem Wort « zwingen » zusammen. Kluge Etymol. Wörterbuch der deutschen Sprache gibt seinen ursprünglichen Sinn mit « drängen, unterdrücken, besiegen », auch « einengen, einschließen, zusammendrücken » wieder (ebenso A. Frey, a. a. O. 217). Es erscheint deshalb als unrichtig, wenn Bader nach Theodor Knapp annimmt, Gebot und Verbot sei Synonym für Twing und Bann. Bann allerdings ist Befehl, Gebot und Verbot; Twing aber ist der Zwang, der die einmal erlassenen Gebote und Verbote durchsetzt dem Ungehorsamen oder Widerspenstigen gegenüber. Der gleiche Unterschied zeigt sich

in den genau entsprechenden lateinischen Ausdrücken « districtus et bannus ». Häufig waren Twing und Bann in der Hand des Inhabers der niedern Gerichtsbarkeit; häufig waren sie aber auch von der niedern Gerichtsbarkeit gelöst in der Hand eines bloßen Twingherrn oder Bannherrn. Befehls- und Zwangsgewalt standen ursprünglich, soweit die Urkunden Schlüsse darüber gestatten, durchwegs den freien Grundeigentümern gemeinsam, in den Grundherrschaften also dem Grundherrn einzig zu; immerhin ist zu beachten, daß auch die niederen und höhern Richter über Befehls- und Zwangsgewalten verfügten, daß aber ihr Richteramt als Befugnis höherer Ordnung erschien, sodaß darüber die geringere Befugnis Twing und Bann zu üben, nicht besonders hervortrat und nicht immer besonders erwähnt wurde. Das Verhältnis der Befehls- und Zwangsgewalten verschiedenen Grades trat z. B. deutlich in die Erscheinung in den Twingrechten von Langenthal von 1530 und 1669 (gedruckt bei Karl Geiser, Langenthal, Unter der Twingherrschaft des Klosters St. Urban. 1920. S. 86 ff). Die Vorrede von 1530 sagt, die Twingherrschaft habe zu Langenthal alle Herrlichkeit gehabt zu richten bis an das Malefiz und Blut, bis die Grafschaft Wangen in die Hand und Gewalt der Stadt Bern gekommen sei. « Als denmals anhuben die Gemeinden etwas mehr, dan vor, unserem gotshus ungehorsamer werden, sind um mehreres schirms willen unsere vorfahren mit — Bern — übereinkommen und ihnen etwas von unserem gewalt nachgelassen » — nämlich alle Sachen, so das Blut antrafen usw. « Fugte es sich aber, daß jemandt unseren geboten ungehorsamb wurde und denen nit gewärtig sin wölt, oder die straf und buß, ihm ufgelegt, nit abtragen wölt, den oder dieselben mögen wir vor eim vogt von Wangen (Statthalter der Stadt Bern) verklagen, der soll ouch von Stund an den ungehorsamen vertigen und mit rächt und bußen darzu triben, daß er unseren geboten gehorsamb sige». Im Twingrodel von 1669 zeigt sich eine weitere Abstufung zwischen der Dorfordnung und der Twingherrschaft: Wer dem Ammann und den Vierern ungehorsam ist, wird dem Twingherrn angezeigt, welcher dann (nötigenfalls) mit Anrufung des Herrn Landvogtes und seiner Amtshilfe, sie « gehorsam machen » soll. Gehorsam machte man die Widerspenstigen durch Zwang an Leib (Gefangennahme) oder Gut (siehe meine Grundzüge der Bern. Rechtsgeschichte III, S. 120 ff., § 339).

In der Regel war der ertappte Übertreter der dörflichen Einungen ohne weiteres bereit, die Bußen zu bezahlen. Widerstrebte er, so konnte nicht die Dorfgemeinde selber oder ihr Ausschuß (Ammann und Vierer) die Strafe vollstrecken; sie bedurften vielmehr der Zwangsgewalt des Herrn dazu. Es ist bekannt, daß im Verlauf des 14. und 15. Jahrhunderts und später in der Schweiz vielerorts Landleute Twing und Bann erwarben; dann war die vorher geringfügige Rechtsetzungsbefugnis der Landleute (Einungsrecht) von ihrer Zwangsgewalt (Twing und Bann) nicht mehr streng zu unterscheiden; Einungen und Herrschaftsbußen, bloße Aufsichts- und Voll-

streckungsrechte gingen dann ineinander über, wie in den Städten, welche Gerichtsbarkeitsrechte an sich brachten. In Bern war dies besonders deutlich (meine Grundzüge I., 111 ff. und 188 ff.; II., 92 ff., § 138 f.; III., 26 ff., §§ 284 f.).

Ich möchte nach dem Beispiel unserer schweizerischen Verhältnisse auch für Schwaben vermuten, daß die Dorfgemeinde nur da, wo sie aus Vollfreien bestand, ursprünglich Twing und Bann hatte. Da wo sie einem Grundherrn unterstand, durfte sie nur Einungen beschließen in dem vom Grundherrn umschriebenen Rahmen, und der Twingherr vollstreckte die Einungsbußen gegen den Ungehorsamen. Die Zuständigkeit der Dorfschaften zu Einungen dürfte nach dem Vorbild der Stadtfreiheiten besonders im 14. Jahrhundert gewachsen, seit dem 15. Jahrhundert aber wieder durch Grundherren und durch obrigkeitliche Gewalt der Landesherren beschränkt worden sein; Bader weist denn auch mehrfach darauf hin, daß sich die dörfliche Selbstverwaltung vom Mittelalter zur Neuzeit zurückgebildet habe und zeigt es namentlich an den schwindenden Befugnissen der Untergänger (z. B. S. 69).

Trotz den grundsätzlichen Bedenken, die ich in den erwähnten Punkten nicht unterdrücken konnte, bleibt die Untersuchung Baders ein auch für die Schweiz sehr wertvoller Beitrag für die Erkenntnis unseres ältern Rechts.

Bern. Hermann Rennefahrt.

JEAN RUMILLY, *La Chaîne d'or de l'Helvétie.* Préface de Gonzague de Reynold. Neuchâtel 1933, Editions de la Baconnière. 170 p. in-8°, illustré.

L'ouvrage de M. Jean Rumilly ressortit peu au genre historique proprement dit. Il est même difficile de faire dans une revue savante l'analyse d'une oeuvre aussi subjective, aussi dépendante du tempérament de son auteur qu'est la « Chaîne d'or de l'Helvétie ». Aussi bien, M. Rumilly se défend-il d'avoir voulu faire oeuvre d'historien selon la manière classique; il tient historiens critiques et érudits en trop piètre estime pour s'engager dans leur voie et parle d'eux sur un ton de persiflage parfois irritant, mais dont il n'y a pas lieu de se formaliser, étant donné le caractère très particulier de son livre. Il ne craint pas d'affirmer que l'histoire de sa patrie n'est pas écrite dans des papiers de chancelleries, qu'elle n'est pas renfermée dans des salles d'archives, qu'elle s'est gravée, siècle après siècle, dans le coeur des hommes, où il l'a cherchée. Selon lui, les principes essentiels de la nationalité suisse sont d'ordre spirituel, religieux, chrétien avant tout, tandis que les facteurs politiques, économiques sont négligeables; aussi l'auteur les écarte-t-il complètement pour se livrer à une exaltation lyrique des légendes et de l'hagiographie, qui sont, à son point de vue, les clefs d'or des problèmes de nos origines.

M. Rumilly a écrit là une oeuvre très spéciale, susceptible de plaire à d'aucuns sans doute, mais qui nous entraîne loin de l'histoire, de ses vérités générales et de ses méthodes. C'est une mystique, une poétique

de l'histoire, si l'on veut, une suite d'impressions personnelles, et l'on est même gêné par l'importance que l'auteur donne à ses propres sentiments. Il faut dire aussi qu'on admettrait plus volontiers la conception très unilatérale qu'il a de la formation et du développement de l'esprit suisse et de la nationalité helvétique, s'il ne s'était laissé aller à un dénigrement systématique de l'histoire critique et de ses méthodes. N'en déplaise à M. Rumilly, on peut ressentir, en visitant les vénérables archives de Schwyz, une émotion aussi intense et élevée que celle qu'il éprouve à l'évocation des martyrs et des ermites de l'époque médiévale.

Genève. Marguerite Maire.

P. Rudolf Henggeler, O. S. B. (Einsiedeln), *Profeßbuch der fürstlichen Benediktinerabtei Unserer lieben Frau von Einsiedeln.* [Monasticon Benedictinum Helvetiae III.] Zug 1933, Selbstverlag des Stiftes Einsiedeln. 676 S., 4°, 22 Illustrationen.

Zum Millenarium des Benediktinerstiftes Einsiedeln veröffentlicht P. Rud. Henggeler den III. Band des Monasticon Bened. Helvetiae. Er ist ganz Einsiedeln gewidmet, lehnt sich aber in seinem Aufbau den früheren Bänden an (vergl. Ztschr. f. Schw. Gesch. XI/3; XIV/1).

Die einleitenden Kapitel befassen sich mit der Gründungsgeschichte und der Geschichtsschreibung des Klosters Einsiedeln. Es ist, m. W. zum erstenmal, daß eine zusammenfassende Darstellung der Geschichtsschreibung über dieses Kloster geboten wird. Die ersten Anfänge sind uns in Handschriften des X. Jahrhunderts erhalten und sind unter dem Namen der Annales S. Meynradi, Heremi und Einsidlenses bekannt. Zusammenfassende Klostergeschichten sind aber erst in späterer Zeit entstanden. Die älteste Darstellung bot der Liber de incrementis loci Heremitarum, der bei einem Brande von 1577 verloren ging. Seine Existenz kennen wir aber aus den Angaben Bonstetten's und Tschudi's welche beide das Werk benützten. Tschudi hinterließ in seinen Antiquitates Einsidlenses summarische Angaben über die Geschichte des deutschen Reiches und des Klosters Einsiedeln von dessen Gründung an in deutscher Sprache. Die erste gedruckte Klostergeschichte ist Albrecht von Bonstetten zu verdanken. Sein Werk « Von der loblichen Stiftung des hochwürdigen Gotzhuß Ainsideln unser lieben frowen » wurde 1494 bei Hans Reger in Ulm gedruckt. Die erste großangelegte Stiftsgeschichte aber gab P. Christophorus Hartmann heraus. Seine « Annales Heremi Deiparae Matris Monasterii Helvetia » erschienen 1612 zu Freiburg i. Br. und enthalten eine aktenmäßige Darstellung der Klostergeschichte nach Äbten geordnet. Das Werk wurde nicht vollendet. Das gleiche Schicksal teilte die prächtige Geschichte des fürstl. Stiftes unser L. Frau von Einsiedeln, welche Dr. P. Odilo Ringholz 1904 veröffentlichte. Leider ist bisher nur der erste Band erschienen, der bis 1526 führte. Daneben wurde in Einsiedeln noch manch anderes historisches Buch geschrieben; aber hier sei nur das Wichtigste erwähnt. Anschließend an die eigentlichen

historischen Bearbeitungen der Klostergeschichte behandelt der Verfasser die Wallfahrtsliteratur wie Blockbücher etc. (Leben des Hl. Meinrad), sodaß wir einen prächtigen Einblick in das historische Schaffen der Einsiedlermönche erhalten. H. H. P. Henggeler gebührt der Dank der Historiker für diese interessante Arbeit.

In einem eigenen Kapitel ist die gesamte Literatur über Einsiedeln zusammengestellt. Dann beginnt das eigentliche Profeßbuch nach Äbten und Professen geordnet (S. 59—235; 235—667). Vom Jahre 1526 an wird der Verfasser in einen Angaben ausführlicher, da hier ja die Geschichte von P. Ringholz abbricht. In gewissem Sinne ersetzt also vorliegende Arbeit den fehlenden II. Band der Klostergeschichte, der aber hoffentlich doch noch erscheinen wird. In kurzen Zügen schildert das Profeßbuch das Leben und Wirken von 54 Äbten und 1046 Conventualen.

Die Arbeit von P. Henggeler ist ein würdiges Denkmal einer tausendjährigen Klostergeschichte, zu welchem wir dem Verfasser und dem löbl. Stifte Einsiedeln bestens gratulieren. Es beweist, daß der historische Sinn im Kloster immer noch gehegt und gepflegt wird.

Das vorliegende Profeßbuch ist ein unentbehrliches Nachschlagebuch für alle, die sich mit der Klostergeschichte von Einsiedeln befassen wollen. Zahlreiche Illustrationen und Register erhöhen den Wert der Arbeit. Das Buch schließt mit einem kurzen Anhang über das Benediktinerinnenkloster Fahr bei Zürich (Verzeichnis der Mitglieder des Benediktinerinnenklosters Fahr).

Schwyz. Anton v. Castelmur.

Das Buch der Stifter des Klosters Allerheiligen, herausgegeben von Karl Schib. Beilage zum Jahresbericht 1933/34 der Kantonsschule Schaffhausen. Aarau, Graphische Werkstätten H. R. Sauerländer & Co. XII und 31 S.

Vorliegende Publikation stellt einen Abdruck des « Buchs der Stifter » vom Kloster Allerheiligen in Schaffhausen dar, das bereits 1848 von F. J. Mone in seiner « Quellensammlung der badischen Landesgeschichte » unzulänglich veröffentlicht. Zu Grunde liegt St. Gallen Stiftsbibl. No. 604 (Hs. A), eine im ganzen sorgfältige, vielleicht direkte Abschrift der verlorenen, wohl in Schaffhausen entstandenen ältesten deutschen Übersetzung dieses für die Anfänge des berühmten gregorianischen Klosters bedeutsamen Codex. Die Varianten der etwas späteren und schlechteren Hs. B (Kantonsbibliothek Frauenfeld, aus Fischingen, 1438 in Schaffhausen kopiert) und Hs. C (Schaffhausen, Histor.-antiquarischer Verein No. 149, aus Rheinau, 1467 in Schaffhausen hergestellt) sind hinter dem Text auf S. 20—22 zusammengestellt. In der Einleitung widmet der Herausgeber dem Stifterbuch als Geschichtsquelle einige Ausführungen und hebt mit allem Recht die dadurch zu erhaltenden wichtigen Ergänzungen besonders hinsichtlich der Baugeschichte Allerheiligens zur rein urkundlichen Geschichte des Klosters hervor.

Basel. A. Bruckner.

MEINRAD SCHNELLMANN, *Entstehung und Anfänge der Stadt Rapperswil.* Eine verfassungs- und wirtschaftsgeschichtliche Studie. Altdorf 1926. 144 S., 1 Karte.

Der Verfasser beginnt seine Untersuchung mit einer Darstellung der Geschichte des Gründergeschlechtes, der Herren von Rapperswil. Ihr Stammsitz lag in der March, am linken Ufer des obern Zürichsees. Inhaber von bedeutendem Allodial- und Lehengut, Kastvögte von Einsiedeln, erreichten sie als treue Parteigänger der Staufer unter Friedrich II. die Erhebung in den Grafenstand. Inhaltlich war diese Rangerhöhung nicht von großer Bedeutung, brachte sie doch bloß die Blutgerichtsbarkeit ein. Die niedergerichtlichen und vogteirechtlichen Befugnisse hatten längst die Bildung eines abgeschlossenen Herrschaftsbezirks ermöglicht, für den die Erhebung zur Grafschaft das letzte Stadium der Entwicklung bedeutete.

Die verkehrsgeographisch interessante Lage des Rapperswiler Besitzes mußte der Verkehrspolitik rufen. So wurde die denkbar günstigste, im Mittelpunkt des Territoriums liegende Stelle zum Bauplatz für Burg und Stadt Neurapperswil gewählt. Von hier aus konnte nicht nur die Straße Zürich-Chur zu Wasser und zu Lande beherrscht werden, sondern hier führte auch die kürzeste Verkehrslinie vom Rheine her über Winterthur nach dem Gotthard durch. Haben wirtschaftliche oder militärische Faktoren die Gründung der Stadt verursacht? Der Verfasser stellt die militärischen in den Vordergrund; schon gleich anfangs dürften beide zusammengewirkt haben; denn schon vor der Stadtgründung zogen hier zahlreiche Einsiedler Pilger vorbei; der Verfasser stellt auch fest, daß schon zur Gründungszeit Zölle bestanden. Die Gründung der Burg erfolgte zum vornherein zum Schutze der zu gründenden Stadt, d. h. zur Erreichung der mit dieser verbundenen wirtschaftlichen Vorteile. Allen topographischen Fragen ist der Verfasser mit besonderer Sorgfalt nachgegangen; auf Grund dieser Resultate gelangen ihm dann wirtschafts- und bevölkerungsgeschichtliche Feststellungen. Der zukünftige Stadtboden lag in den Händen verschiedener Grundbesitzer, besonders Einsiedelns und St. Gallens. Auf Bitten des Stadtgründers, Rudolfs III., trat Einsiedeln seinen Boden als «perpetuum feudum» ab; so werden wir ähnlich wie etwa bei Klingnau (Aargau) durch Nachrichten über die Bauplatzbeschaffung mit der Zeit der Gründung bekannt gemacht. Der Verfasser analysiert dann die Etappen der Stadtwerdung; eine Marktrechterteilung Kaiser Friedrichs II. ist nicht unwahrscheinlich; um 1230 ist bereits die Ummauerung feststellbar. Bei der Zergliederung der städtischen Bevölkerung fällt in Rapperswil besonders die große Zahl der Minesterialen auf, die der Stadt den Charakter eines eigentlichen Adelssitzes gab. Im Laufe des 14. Jahrhunderts wurden etwa 30 Ministerialenfamilien in die Bürgerschaft aufgenommen, sodaß Rapperswil eine adelige Oberschicht erhielt, wie das kaum in einer andern Stadt gleicher Größe der Fall war. Unter der nichtministerialen Bürgerschaft überwogen zuerst die Handwerker; doch mußten die Kaufleute bei der großen Bedeutung des Rapperswiler Marktes

früh zur Geltung kommen; der Verfasser konnte sie denn auch in der Altstadt lokalisieren, wo auch die Ministerialen wohnten. Ein Fragezeichen möchte ich zu der Bemerkung S. 109 machen, der Stadtherr hätte den Zuzug freier Elemente in die Stadt gefördert, um seine Eigenleute vom Bürgerrechtserwerb abzuhalten. Dieser Behauptung liegt der Gedanke zu Grunde, die Bürgerrechtserwerbung hätte für den Stadtherrn einen Verlust bedeutet. Das stimmte für die großen, zu wirklicher Selbstverwaltung gelangten Stadtgemeinden. In ihre Landstädte aber suchten die Habsburger — Rapperswil war seit der Mitte des 14. Jahrhunderts habsburgisch — Auswärtige jeden Standes zu ziehen, um sie nicht frei, sondern habsburgisch zu machen. — Stadtluft macht habsburgisch war hier Grundsatz! Der Verfasser zeigt dann, wie die vielgestaltige Einwohnerschaft zu einem Gemeindeverband verschmilzt und verfolgt die Ausbildung städtischer Selbstverwaltung von ihrer ersten Regung bis zum politischen Auftreten der Stadtgemeinde und ihrer Organe. Dr. Schnellmanns Arbeit beruht auf peinlich genauer Durchforschung der Quellen und ergibt ein klares Bild von der rechtlichen und wirtschaftlichen Anfängen Rapperswils. Möge sie recht vielen als Muster dienen! Zum Schluß eine kleine stilkritische Bemerkung! Der Verfasser betätigt sich wortschöpferisch, indem er Adjektive wie « gemeindlich », « pfarrlich », « verfüglich », « verkehrlich », « abschließlich » hemmungslos verwendet. Sollen Historiker wie viele Juristen und Kaufleute eine eigene Sprache schaffen?

Schaffhausen. Karl Schib.

Alfred Ziegler und Emanuel Dejung, *Geschichte der Stadt Winterthur in gedrängter Darstellung*. Winterthur 1933, Verlag A. Vogel. 68 S.

Die Verfasser legen hier einen erweiterten Sonderabdruck ihres Artikels Winterthur im Historisch-biographischen Lexikon der Schweiz vor. Sie bieten die Geschichte Winterthurs etwa in dem Rahmen, wie man sie von einem guten Stadtführer erwarten möchte. Sie bezeichnen ihre Arbeit selber als ein Provisorium; hoffentlich läßt die Erfüllung ihrer Forderung nach einer eingehenden, wissenschaftlichen Darstellung der Geschichte Winterthurs nicht allzu lange auf sich warten. Manche Vorarbeiten sind geleistet; das beweist die wertvolle, sechs Seiten umfassende Bibliographie.

Schaffhausen. Karl Schib.

Edgar Bonjour, *Die Schweiz und England. Ein geschichtlicher Rückblick.* Antrittsvorlesung in erweiterter Form. Bern 1934, Francke. 45 S.

In raschem Fluge durch drei Jahrhunderte werden die ziemlich spärlichen diplomatischen Beziehungen zwischen der Schweiz und England von der Schlacht bei Marignano bis zur Zeit des Liberalismus durchgangen. Viel tiefer waren seit je die geistigen Beziehungen, die ihren Brennpunkt im calvinischen Genf hatten. Manche politischen Formen und Gedanken, die von Calvin ausgegangen sind, sind aus England zu uns zurück gekommen. Beide Länder besaßen ein gemeinsames Gedankengut und standen damit Seite an Seite im Gegensatz zur romanischen Weltansicht in Religions- und

Staatsleben. Die Religion begründete auch die diplomatischen Beziehungen. — In der Zeit der Gleichgewichtskämpfe war die Eidgenossenschaft ein Stützpunkt Englands auf dem Kontinent. Vom Siege Englands im spanischen Erbfolgekrieg hing der glückliche Ausgang der Neuenburger Frage ab. Die geistige Abwendung von Frankreich ist bezeichnet durch die Namen Muralt, Bodmer, Haller u. a. In England wirkte das bloße Dasein der Schweiz als heroisches Beispiel. Dazu kamen immer mehr der landschaftliche Reiz, der Alpinismus und das naturwissenschaftliche Interesse. Ungeklärt ist der Einfluß der Schweiz auf Gibbon und Cobden, die hier arbeiteten. Doch war der Freiheitsbegriff, der beide Völker verband, im Grunde ein verschiedener; der englische bedeutete die liberale, persönliche Freiheit, der schweizerische den Anteil am Staatsleben.

Daß die Schweiz dem gegenfranzösischen System angehörte, war mit ein Grund, warum die revolutionären Machthaber 1798 ihren Angriff auf die Schweiz richteten. Doch setzte sich England immer für die Wiedererrichtung einer unabhängigen Eidgenossenschaft ein. Die begabtesten Diplomaten wurden nach Bern geschickt, z. B. Stratford Canning, dessen Hauptverdienst wohl die Unterstützung der schweizerischen Militärreform ist. Des vielgeschmähten Palmerston Politik der Förderung des Liberalismus war für uns günstig; aber den bessern Liberalismus unterstützte England; je weniger radikal sie war, desto mehr Sympathien genoß die Schweiz drüben. Der Erfolg in der Neuenburger Frage ist vor allem englischer Unterstützung zu verdanken. Dem englischen Interesse, das man selbstlos fand, antwortete schweizerischerseits ein unbegrenztes Vertrauen auf England. Ein allzu unbegrenztes Vertrauen; das war ein Fehler, der sich im Savoyer Handel rächte. Die englische Unterstützung kann nur so weit gehen, als die englischen Interessen reichen.

Bonjours knappe, reichhaltige Übersicht ist im Tone wärmster Anerkennung der englischen Verdienste um die Schweiz gehalten. Als Antrittsvorlesung ist sie zugleich ein Bekenntnis der Geisteshaltung des jungen Dozenten.

Muri bei Bern. Franz Moser.

Henri Hauser, *La prépondérance espagnole (1559—1660).* Peuples et civilisation. Histoire générale publié sous la direction de Louis Halphen et Philippe Sagnac. F. Alcan, Paris, 1933. 594 p. in-8 °.

Il est rare que des événements historiques délimitent exactement une période de cent ans. C'est cependant le cas du traité du Cateau-Cambrésis (1559) et de la paix des Pyrénées (1659); le premier ouvre, le second ferme le siècle de la prépondérance espagnole en Europe, qui est le sujet du livre de M. H. Hauser.

Une oeuvre de ce genre exige une inépuisable érudition et un art consommé; il s'agit de maintenir l'équilibre entre les diverses parties, d'accorder à chacune la place qui lui revient et de n'en réduire aucune à la

portion congrue. M. Hauser y a merveilleusement réussi. L'histoire des peuples du Nord, celle de l'Extrême Orient ou des établissements européens en Amérique, l'examen des problèmes économiques et l'évolution des lettres et des arts, rien n'est oublié et tout est conduit d'une main aussi sûre. Le lecteur trouve, à sa vraie place, tout ce qui lui est nécessaire pour comprendre l'évolution du siècle; charmé, il voit le monde politique moderne et l'ordonance classique naître sous ses yeux du bouillonnement de la Renaissance et du désordre quasi moyenâgeux du XVIème siècle.

Une ouvrage de synthèse comme celui-ci se prête mal à une analyse qui se résumerait fatalement en une sèche énumération des titres des chapitres, à moins que l'on ne préfère reproduire les trois dernières pages, cette *Conclusion* qui est faite de main de maître et que l'on voudrait pouvoir citer toute entière. Nous en relèverons une phrase seulement. Constatant que la grande expérience du Puy-de-Dôme qui démontra la pression atmosphérique est contemporaine du congrès de Westphalie, l'auteur écrit: « La naissance de la science expérimentale, c'est peut-être le fait capital de cet intervalle séculaire que de vieilles habitudes nous entraînent encore à délimiter par des traités de paix ou des faits de guerre... »

Cette citation, prise entre tant d'autres que l'on aurait pu faire, montre combien M. Hauser sait, dans la masse des événements, choisir ceux qui sont d'une importance primordiale. Et cela n'étonnera aucun de ceux qui le connaissent.

Lausanne. Charles Gilliard.

S. Stelling-Michaud, *Les Aventures de M. de Saint-Saphorin sur le Danube*, avec huit planches hors-texte et une préface de Aymon de Mestral. Editions V. Attinger, Paris et Neuchâtel, 1934. 196 p. in-8°.

Il faut féliciter M. Stelling-Michaud d'avoir pu puiser à une magnifique source de documents originaux, les archives de la famille de Mestral de St.-Saphorin, et de faire revivre ainsi, d'après sa propre correspondance, la figure d'un de nos compatriotes les plus marquants du commencement du XVIIIe siècle. François-Louis de Pesme, seigneur de Saint-Saphorin, connut en effet l'une des carrières les plus mouvementées et les plus brillantes de son temps. Dans l'ouvrage que nous signalons ici, et qui sera suivi prochainement de trois volumes consacrés par le même auteur à « Saint-Saphorin et la politique européenne de 1700 à 1735 », M. Stelling-Michaud conte les débuts de Saint-Saphorin jusqu'au jour où, grâce à la protection du Prince Eugène, il abandonne le métier des armes et trouve sa véritable voie dans la diplomatie.

François-Louis de Pesme était né en 1668 au château de Saint-Saphorin près de Morges, où sa famille paternelle, branche de la noble maison genevoise des syndics de Pesme, était fixée depuis la fin du XVIe siècle. Cadet de famille sans fortune qui lui permît de se vouer aux arts ou aux sciences il est obligé, tout jeune, de quitter la terre natale pour aller chercher fortune

à l'étranger. L'exil est sa destinée comme elle est celle de tant d'autres gentilshommes vaudois que leur qualité de sujets de Berne exclut irrémédiablement des affaires publiques dans leur propre pays. Parti d'abord comme cadet dans un régiment d'infanterie du prince Frédéric-Auguste dans le duché de Brunswick-Lunebourg puis dans les Pays-Bas, Saint-Saphorin entre en 1692, à la suite d'une rencontre toute fortuite, comme officier dans la nouvelle flotte de l'Empereur sur le Danube. Du premier coup on le nomme capitaine et il est attaché au vaisseau-amiral. Et durant huit années toute son énergie ira à consolider cette flotte un peu branlante pour tâcher d'en faire l'instrument qui réduira définitiviment le Turc. Le récit de M. Stelling-Michaud — et cela peut paraître au premier abord l'intérêt capital de cette importante étude — ce récit, non seulement nous transporte dans le feu de la lutte des Impériaux contre le Turc, mais constitue une véritable histoire de la flotte impériale sur le Danube depuis sa création par le marquis de Fleury, gentilhomme-pirate savoyard, jusqu'à sa liquidation, après la reprise de Belgrade, par le prince Eugène.

Toutefois le sens profond de cet ouvrage est derrière cette suite de succès et de mésaventures de la flotte, il est dans la personnalité même de Saint-Saphorin qui bien que déjà très marquée se cherche encore et ne s'épanouira pleinement que lorsqu'elle aura trouvé un appui sûr dans l'amitié du Prince Eugène. Un chapitre nous permet d'anticiper sur ce que sera alors la carrière de Saint-Saphorin; l'auteur y analyse deux écrits politiques rédigés par Saint-Saphorin en 1695, qui annoncent la grande préoccupation de sa vie: réduire à tout prix la France de Louis XIV, détacher les cantons Suisses de l'alliance française pour les faire passer du côté de l'Empereur et des alliés. Pénétrer la pensée politique de Saint-Saphorin, c'est pénétrer son âme de protestant profondément droit, de patriote fervent en dépit de l'amertume de l'exil, de diplomate avisé qui a le sens de l'Europe. C'est comprendre aussi cette nostalgie romantique que, malgré son activité surprenante, Saint-Saphorin ne cessera de promener à travers sa vaste patrie européenne... On ne saurait mieux faire que de lire le bel ouvrage que M. Stelling-Michaud vient de lui consacrer.

Genève. Denise Werner.

PAUL STALDER, *Vorderösterreichisches Schicksal und Ende: Das Fricktal in den diplomatischen Verhandlungen von 1792 bis 1803.* Rheinfelden 1932. 147 S.

Der Verfasser dieser Zürcher Dissertation stellt sich die Aufgabe, die Geschichte des Fricktals im Rahmen der vorderösterreichischen und eidgenössischen Geschichte von der beginnenden Isolierung bis zur Loslösung vom Mutterlande, d. h. bis zu dessen Übergang zur helvetischen Republik und dessen Eingliederung in den neuen Kanton Aargau klarzulegen. Die Arbeit gliedert sich in drei Hauptabschnitte: 1. Das Land. 2. Das Fricktal in der Zeit des Übergangs an die Eidgenossenschaft. 3. Schlußbetrachtung

(deren hier nicht weiter gedacht werden soll). Der erste, nicht gerade glücklich überschriebene Abschnitt behandelt in gedrängter Zusammenfassung die Zeit bis zur großen Revolution. Sorgfältig werden die Umstände, die aus den Vorlanden « ein halbtotes, von Kriegen fortwährend mißhandeltes Land » machten, hervorgehoben: die sich mindernde Reichsgewalt, der französisch-österreichische Gegensatz und das Gefüge des österreichischen Kaiserstaates überhaupt. Ganz besonders wird auf die Bedeutung des Fricktales für die Eidgenossenschaft hingewiesen, da das Ländchen infolge seiner linksrheinischen Lage ein Hindernis für die Aufrechterhaltung der eidgenössischen Neutralität und daher das Objekt verschiedener Neutralisations- bezw. Akquisitionsversuche seitens der Eidgenossen war.

Mit dem zweiten Abschnitt betritt der Verfasser sein eigentliches Forschungsgebiet. Die französische Revolution änderte an der bisherigen Lage Vorderösterreichs nicht viel, da der französisch-österreichische Gegensatz neu auflebte. Nur vollzog sich jetzt der Abbröckelungsprozeß rasch und gründlich. Eingehend werden nun neben den gleichzeitig äußern, das Ländchen berührenden Ereignissen die verschiedenen Phasen der Fricktalfrage aufgezeigt; Stationen dieser Entwicklung sind: der Basler Sonderfriede, Campo Formio, Rastatt, Paris, Lunéville, Verhandlungen Frankreichs mit der helvetischen Republik. Das Aktenmaterial scheint allerdings nicht durchwegs ausgiebig zu sein, sodaß die Zusammenhänge des diplomatischen Spieles nicht immer deutlich hervortreten. Immerhin ergibt sich unzweideutig, und der Verfasser weist mit Recht nachdrücklich darauf hin, daß der Wille Bonapartes das Schicksal des Fricktals von Anfang an ausschlaggebend bestimmt hat; er brachte ein neues Element in die Verhandlungen, indem er seit seinem Siegeszuge in Oberitalien das Fricktal als Kompensationsobjekt für das Wallis und den Tessin auszunützen suchte. Die Ausführungen über die Mission des Oberstzunftmeisters in Paris, der sich dort ernsthaft um den Erwerb des Fricktals für seine Vaterstadt bemüht hat, sind kurz gehalten, mit Rücksicht auf den demnächst erscheinenden 2. Band der Korrespondenz Ochsens, herausgegeben von Herrn Dr. Steiner, dem ausgezeichneten Kenner dieses Staatsmannes.

Einen besonderen Abschnitt widmet der Verfasser dem Unternehmen Seb. Fahrländers, ohne freilich — wie es im Vorwort heißt — den Anspruch zu erheben, Tätigkeit und Charakter dieser umstrittenen Persönlichkeit festgelegt zu haben. Ein solches Ziel wäre allerdings nicht erreichbar; hingegen findet sich im Aargauer Staatsarchiv noch einiges von Stalder nicht benutztes Material, das zur Aufhellung des Fahrländerproblems beiträgt und insbesondere auf den Anteil Landammann Dolders und des französischen Gesandten Verninac an den Manipulationen Fahrländers allerlei Licht wirft. Irrtümlich wird auf Seite 124 behauptet, Fahrländer habe sich durch sein Schreiben vom 15. April 1802 an Verninac, worin jener und seine Anhänger Stellung nehmen gegen den föderalistischen Verfassungsentwurf vom 27. Februar, den Unwillen des Gesandten zugezogen; die Verstimmung Verninacs

rührte von dem Konflikte her, den Fahrländer mit dem Kloster Säckingen infolge seiner finanzpolitischen Maßnahmen heraufbeschworen hatte. Sodann möge hier noch eines sinnstörenden Druckfehlers gedacht werden; auf Seite 135 sollte es heißen: Cette dernière grâce fera oublier la douleur que leur espérance *trompée* à former un Canton particulier a causée.

Die kleinen Aussetzungen vermögen aber nicht, den Wert der Stalderschen Arbeit zu vermindern. Diese ist vielmehr ein begrüßenswerter und verdienstvoller Beitrag zur Geschichte eines wichtigen Teils des Aargaus, verfaßt erstmals auf Grund eines umsichtigen Studiums einschlägiger Literatur und archivalischer Quellen. Allerdings handelt es sich nur um die äußere Geschichte des Ländchens. Der Verfasser weist jedoch selbst darauf hin, daß die innere Geschichte monoton verlaufen sei, ausgenommen etwa die Zeit der Maria Theresia und Josephs. Äußerst bewegt und von eigenem Wert ist die Verwaltung des Fricktals zur Zeit der kantonalen Selbständigkeit. Eine systematische Darstellung dieser Epoche müßte nicht ohne Reiz sein; allein das lückenhafte Quellenmaterial würde einem solchen Vorhaben gewisse Schranken setzen.

Lenzburg. E. Jörin.

Dr. Rolf Leuthold, *Der Kanton Baden 1798—1803.* Separatabdruck aus «Argovia», Jahresschrift der historischen Gesellschaft des Kantons Aargau, Band 46. Verlag von H. R. Sauerländer & Co., Aarau, 1934.

Die vorliegende Arbeit handelt von der Verwaltung des kurzlebigen Kantons Baden zur Zeit der Helvetik, mit einem einführenden und abschließenden Kapitel über Entstehung und Auflösung dieses Staatsgebildes.

Schon das Werden des neuen Kantons aus einer gemeinen Herrschaft unterlag allen möglichen Zufälligkeiten. Zunächst wurde durch Brune ein eigener Kanton errichtet, sodann durch Lecarlier das Gebiet dem Kanton Zug zugewiesen. Der Widerstand Zugs gegen die Helvetik brachte dann doch einen besondern Kanton Baden zustande; die Bestimmung des Hauptorts schwankte noch längere Zeit zwischen Baden, Mellingen und Bremgarten.

Das Hauptgewicht der Darstellung liegt auf den Schicksalen der helvetischen Verwaltung. Die Arbeit vermag u. E. das bekannte Bild nicht in wesentlichen Zügen zu ändern. Aber der Kanton Baden bietet ein vorzüglich lehrreiches Beispiel, wie sich die Geschehnisse in kleinem Bereiche geltend machten; daneben darf die Schrift als wertvoller Beitrag zur aargauischen Ortsgeschichte wie zur Biographie verschiedener Persönlichkeiten begrüßt werden.

War die Helvetik als Ganzes schwer belastet durch ihr Entstehen unter dem Druck fremder Bajonette, so blieb sie auch stets politisch und finanziell gefährdet durch die Anwesenheit französischer Truppen. Das untere Reuß- und Limmattal hatte vor 1798 durch die Gunst der verkehrsgeographischen Lage eine gewisse Blüte genossen, trotz seiner Untertänigkeit. Jetzt bekam

das Gebiet die Nachteile dieser Situation zu kosten durch ständige Durchmärsche, Requisitionen und Einquartierungen. Hatte doch mancher Platzkommandant samt seinem Stabe nur zu oft das Gefühl, sich in Feindesland zu befinden und den Willen, sich entsprechend gütlich zu tun. Auffallend erscheint dabei, daß der Bezirk Baden oft die Hälfte bis zwei Drittel der Lasten trug, während die vier übrigen Bezirke sich in den Rest teilten.

Diese Leistungen für die Fremdtruppen unterhöhlten die finanzielle Kraft des Staates, der trotz vieler neuer Steuern nicht einmal seine Diener immer entschädigen konnte. Hatte das neue System allen Grund, sich durch Taten im Gerichts- und Schulwesen, im Straßen- und Brückenbau hervorzutun, so wurden bald alle Anstrengungen durch Geldnot unterbunden. Wohl buchte der neue Erziehungsrat, um nur ein Beispiel zu nennen, von Stapfer nach Vorschlägen Pfarrer Renggers eingesetzt, wertvolle Früchte in der Förderung der Bildung, wie etwa in der idyllischen Simultanschule Rütihof; aber die unruhige Zeit verhinderte einen bleibenden Erfolg.

Mit dem Jahre 1802 kam für den Kanton Baden der Anfang vom Ende. Die frühern Staatsstreiche waren äußerlich spurlos an ihm vorübergegangen und hatten keine Änderung in der Zusammensetzung der Behörden bewirkt. Aber selbst im Bezirk Baden lehnten nur 276 Leute die neue Verfassung ab, die im Frühjahr 1802 den Hauptteil des Gebiets dem Aargau zuteilen wollte. Interesselosigkeit und Uneinigkeit der Kantonsteile verhinderten, auf der Consulta in Paris Schritte für eine weitere Dauer des Kantons zu unternehmen, der 1803 reibungslos im Aargau aufging.

Eingekeilt zwischen Aargau und Zürich, fehlte dem Gebiet doch offenbar die nötige Kraft zur Selbständigkeit. Die Gründe dafür, daß die Helvetik am Anfang ohne großen Widerstand aufgenommen wurde, hat der Verfasser mit dem Hinweis auf die geistige Vorbereitung, vor allem durch die reformierten Pfarrer, dargetan. Dagegen vermißte der Rezensent etwas, die Hindernisse des Weiterbestehens in den sozialen und wirtschaftlichen Grundlagen näher erklärt zu sehen, wie dies zum Teil auch durch genauere Bevölkerungsstatistik hätte geschehen können.

Die Arbeit Leutholds wirkt frisch und anregend, weil viele politische und geistige Fragen der Helvetik heute wieder umstritten sind. Die Bestrebungen nach Gleichschaltung, die in unsern Nachbarländern herrschen, lassen uns heute das Ringen zwischen Unitariern und Föderalisten besser verstehen, das die Schweiz 1848 nach 50jährigem Kampfe zur Lösung brachte. Die Frage der Menschenrechte bot auch damals ihre Schwierigkeiten, indem den Juden von Endingen und Lengnau trotz dem anerkannten Grundsatz der Rechtsgleichheit kein volles Bürgerrecht zugestanden wurde. Vielmehr mußten sie wie alle Fremden eine besondere Bewilligung zur Niederlassung einholen, was freilich nur unter Widerstreben geschah. Durch diese aktuellen Züge vermag das ansprechende Bild eines ephemeren Staatsgebildes den Leser in der heutigen Zeit des Umbruchs zu fesseln.

Winterthur. Emanuel Dejung.

FRIEDRICH ENGEL-JANOSI, *Der Freiherr von Hübner, 1811—1892. Eine Gestalt aus dem Österreich Kaiser Franz Josephs.* Innsbruck 1933, Universitätsverlag Wagner. 231 S. und 2 Portr.

Die erste umfassende zudem gut und kritisch geschriebene Biographie Hübners, des einflußreichen und befähigten Diplomaten, Reisenden, Historikers, des eigenartigen komplizierten verfeinerten Menschen, die eine wertvolle Bereicherung der Literatur zur österreichischen Geschichte des 19. Jahrhunderts darstellt, ist zu begrüßen. Die Gestalt des Politikers und Diplomaten wird ausgezeichnet in den zeitgenössischen Rahmen hineingebaut, so daß die Arbeit ein Beitrag zur Geschichte des alternden Metternich und des Österreich unter dem letzten Kaiser ist. Für die Beurteilung der innerösterreichischen Verhältnisse zur Zeit der Revolution von 1848, für die Beurteilung der Beziehungen der Donaumonarchie zur zweiten französischen Republik und zum zweiten Kaiserreich und der politischen Zustände in Rom 1865—1867 bedeutet die Biographie Hübners, aufgebaut auf umfassenden Quellenstudien, eine wichtige Ergänzung zu bisherigen Forschungen.

Basel. A. Bruckner.